



Editorial

UNITÉ D'ANALYSE POLITIQUE ET DE SÉCURITÉ DES ENTREPRISES

ANALYSE
DU COURANT
SITUATION

GLOBAL

La mobilisation des forces russes à la frontière russo-ukrainienne

REGIONAL

Élections présidentielles de 2022 en Amérique latine

LOCAL

Escalade de la violence de l'ELN et des dissidents des FARC

Analyse de la situation mondiale, régionale et locale

Ce document analyse brièvement la situation actuelle de trois cas pertinents aux niveaux mondial, régional et local : La crise diplomatique et sécuritaire en cours entre la Russie et l'Ukraine, le panorama électoral en Amérique latine pour 2022 et les futurs changements de gouvernement qu'elle impliquerait, et l'escalade de la violence et du terrorisme par les groupes armés organisés (GAO) tels que l'ELN et les dissidents des FARC.

La mobilisation des forces russes à la frontière russo-ukrainienne

La crise diplomatique et sécuritaire actuelle entre la Russie et l'Ukraine, ainsi que d'autres acteurs tels que la Biélorussie et l'OTAN, qui fait partie de l'essentiel du conflit russo-ukrainien, lequel a commencé en 2014 avec l'invasion russe de la Crimée. Cette invasion s'est produite au milieu d'une période d'instabilité politique et de protestations contre l'ancien président Viktor Ianoukovitch, qui cherchait à stopper les processus de rapprochement entre l'Ukraine et l'Union européenne, en soutien au gouvernement de Vladimir Poutine et à la Russie. Pour y parvenir sans déclencher une guerre à plus grande échelle en Europe, il a utilisé des forces spéciales d'élite "Spetsnaz" sans cartes d'identité ni insignes russes, suggérant initialement qu'il s'agissait de "simplement des résidents locaux en armes" et des semaines depuis (à la fin de la prise de la Crimée) admettant qu'il s'agissait bien de soldats russes ([Washington Post, 2014](#)). C'est important de souligner les avantages de cette tactique de guerre, car en envahissant l'Ukraine avec des troupes non identifiées et de manière non officielle, il entravé d'éventuelles réactions judiciaires et le temps de réponse des autres acteurs. En d'autres termes, il était difficile dès le début pour la communauté internationale de formuler une réaction militaire et juridique adéquate puisqu'il n'était même pas possible d'identifier l'ennemi. Dans cet ordre d'idées, il est possible de prédire une utilisation future de ces tactiques non conventionnelles en cas d'invasion de l'Ukraine. Ainsi, depuis 2014, la Russie a pris le contrôle de facto à la fois de la péninsule de Crimée et des zones proches de la frontière telles que Donetsk et Lougansk, qui, selon le droit international, font partie du territoire ukrainien.

La crise sécuritaire actuelle a commencé en décembre 2021 lorsque l'Ukraine a identifié une mobilisation massive des forces armées russes à la frontière entre les deux pays, d'une ampleur similaire à celle de la capture de la Crimée, suggérant la possibilité d'une nouvelle invasion. La mobilisation a été interprétée comme une réaction ou un avertissement contre une éventuelle entrée de l'Ukraine dans l'OTAN, que la Russie considère comme une menace sérieuse pour ses intérêts de sécurité. Bien que le gouvernement russe exclue qu'il envisage une incursion militaire, il existe de nombreuses preuves de cette mobilisation inhabituelle à grande échelle, telles que des images satellites de véhicules d'infanterie, de chars, d'artillerie et de soutien médical ([Reuters, 2022](#)).

3+SECURITY COLOMBIA

Unidad de Análisis Político y Seguridad Corporativa.



UAPSC-AC-043-22

Il y a aussi d'autres indices, comme le fait que la Russie a "discrètement" évacué son personnel non essentiel de son ambassade à Kiev, en Ukraine ([New York Times, 2022](#)), ou l'entrée soudaine de réserves de sang dans les villes proches de la frontière. En plus de cela, des incidents de cyberattaques russes contre l'Ukraine ont déjà été signalés, comme celle du 14 janvier 2022 qui a piraté "des dizaines de sites Web gouvernementaux" et planté un message avertissant "préparez-vous au pire" ([MIT Technology Review, 2022](#)). Compte tenu de ces modèles de comportement, est tout à fait valable pour les analystes politiques de prévoir une forte probabilité d'une future incursion militaire.

Face à la menace d'une invasion, l'Europe, les États-Unis, l'OTAN et l'Ukraine ont manifesté leur forte opposition à l'expansionnisme russe, avec deux types de réactions : diplomatique et militaire. Sur le plan diplomatique, Poutine et Biden sont en pourparlers et négociations depuis janvier, où les États-Unis ont demandé certaines garanties de sécurité, comme la liberté pour l'Ukraine de choisir son statut de membre vis-à-vis de l'OTAN et de l'Union européenne « sans pression extérieure. » (c'est-à-dire sans menace militaire russe). D'autre part, la Russie a demandé la garantie que l'Ukraine "ne rejoindra jamais ces organisations", car cela constituerait une menace économique et sécuritaire à ses frontières occidentales. D'autre part, la Russie a demandé la garantie que l'Ukraine "ne rejoindra jamais ces organisations", car cela constituerait une menace économique et sécuritaire à ses frontières occidentales. À ce jour, les négociations sont toujours en cours et il n'est toujours pas certain que la crise dégénère en conflit armé ou qu'elle soit résolue par la diplomatie.

Sur le plan militaire, la Russie n'a pas garanti l'arrêt des manœuvres militaires à la frontière avec l'Ukraine ([Reuters, 2022](#)), et le 5 février, la mobilisation des troupes était estimée à 70% terminée ([Politico, 2022](#)). Une fois ce chiffre atteint, cela réduirait les incitations pour la Russie à poursuivre les pourparlers et les négociations, et augmenterait la possibilité que l'invasion de l'Ukraine commence. Les responsables américains calculent que cette « fenêtre » parfaite pour l'invasion serait de la mi-février à mars, il est donc urgent que les négociations soient conclues avant la fin du mois. D'autre part, la réponse militaire américaine a été une mobilisation tactique de troupes, d'armes, de missiles et d'armes vers des pays voisins comme la Norvège et la Russie. Le personnel militaire américain devrait rester en Europe pendant deux mois, ou jusqu'à ce que la crise soit résolue.

Cette crise met en évidence l'importance croissante de la « cyberguerre » comme nouvelle méthode de combat, et démontre la nécessité pour les gouvernements, tant en Europe qu'en Amérique du Nord et dans le reste du monde, de donner la priorité au renforcement de leurs cyberdéfense.

UAPSC-AC-043-22

Depuis plusieurs années, il y a eu des dizaines de cyberattaques russes contre l'Ukraine et les États-Unis, attaquant des infrastructures critiques telles que le " Colonial Pipeline ", un viaduc qui transporte 45 % du carburant que le Sud-Est américain reçoit. L'attaque a été attribuée à la Russie, en raison de la conception de son code dans cette même langue. En 2015, une cyber-attaque russe sur le réseau électrique ukrainien a également été enregistrée, provoquant une panne d'électricité nationale pendant 6 heures. Pour cette raison, il est important d'envisager la possibilité que l'invasion de l'Ukraine commence par une vague de cyberattaques sur des infrastructures critiques telles que son réseau électrique, plutôt que par un déploiement militaire conventionnel.

Élections présidentielles de 2022 en Amérique latine

Le paysage politique de 2022 en Amérique latine montre une nette tendance à gauche. Actuellement, les trois des cinq plus grandes économies de la région fonctionnent sous des gouvernements de gauche ou de centre gauche (Manuel López Obrador au Mexique, Alberto Fernández en Argentine et Gabriel Boric au Chili), et les deux autres, la Colombie et le Brésil, détiendront élections présidentielles cette année. Si les candidats de gauche gagnaient également dans les deux cas, cela impliquerait un changement soudain du paysage politique, économique et sécuritaire de la région, puisque les cinq acteurs les plus importants du continent seraient sous des gouvernements aux idéologies similaires. Ce phénomène serait similaire et comparable à celui de la «marée rose» de 2005, où tous les gouvernements latino-américains, à l'exception de la Colombie, du Chili, du Mexique et de certains pays d'Amérique centrale, appartenaient à des partis de gauche. En plus d'être un phénomène politique, il a également été largement marqué par le phénomène économique du « boom des matières premières », où les prix élevés des matières premières ont permis un afflux important de capitaux vers le continent. Il est possible que ce schéma se répète dans les années à venir, étant donné que le prix du pétrole a approché les 100 dollars pour la première fois depuis 2014, parallèlement à la hausse des prix des autres matières premières ([Reuters, 2022](#)). Comme pour le phénomène de la « marée rose », un afflux soudain de capitaux provoqué par l'exportation de matières premières plus chères renforcerait économiquement ces gouvernements, garantissant éventuellement leur réélection en 2025 et 2026.

Selon les médias colombiens, si les élections présidentielles colombiennes devaient avoir lieu aujourd'hui, Gustavo Petro serait président. Au sein de sa coalition, il a une intention de vote de 77%, pour laquelle sa nomination au Pacte historique est garantie, alors que, par rapport aux autres candidats et coalitions, il atteint le chiffre de 30% ; huit points au-dessus de la coalition Centro Esperanza (22%). L'intention de voter contre d'autres candidats semble dispersée, le vote blanc prenant même la deuxième place à 19% ([Semana, 2022](#)) En ce sens, il est valable de prévoir plusieurs implications économiques et sécuritaires qui se produiraient

3+SECURITY COLOMBIA

Unidad de Análisis Político y Seguridad Corporativa.



UAPSC-AC-043-22

sous une éventuelle présidence de Gustavo Petro.

Dans la liste des propositions de Gustavo Petro, il y en a une en particulier qui entraînerait de grandes conséquences économiques et sécuritaires au niveau régional. Dans la liste des propositions de Gustavo Petro, il y en a une en particulier qui entraînerait de grandes conséquences économiques et sécuritaires au niveau régional. Le candidat a promis, dès son premier jour de mandat, de procéder à un arrêt total de l'exploration de nouvelles réserves pétrolières dans le pays ([El Tiempo, 2021](#)). Considérant que la Colombie a plus ou moins sept ans de réserves restantes (si sa consommation reste constante), cela impliquerait une période de sept ans pour que l'économie s'adapte pleinement à une absence d'utilisation de combustibles fossiles.

Cette proposition a été largement critiquée pour l'impact sérieux qu'elle aurait non pas sur des entreprises vitales pour l'économie colombienne comme Ecopetrol, mais aussi sur les petites entreprises de dérivés pétroliers comme la pétrochimie. Il faut également considérer que plus de la moitié des exportations de la Colombie en 2021 provenaient du pétrole et de ses dérivés, pour lesquels une période de sept ans pour résoudre un déficit d'exportation de plus de 50 % semble une marge de temps excessivement courte.

Cette proposition témoignerait également d'un futur rapprochement politique et économique avec des pays comme l'Équateur et le Venezuela. Sous une présidence ayant l'intention d'arrêter la production locale de pétrole, il faudrait recourir aux pays voisins pour répondre à la demande de carburant, pour laquelle le Venezuela serait l'un des rares candidats. Une fois que la Colombie serait incapable d'extraire plus de pétrole sur son propre sol, elle serait obligée de forger des relations étroites et amicales avec ses voisins non seulement pour maintenir un flux constant d'hydrocarbures vers le pays, mais aussi pour négocier des prix plus bas. Actuellement, l'Allemagne est confrontée à un problème de sécurité énergétique similaire avec la Russie, où des rapprochements entre le gouvernement Merkel et Poutine ont été nécessaires, car la majeure partie de son carburant et de son gaz naturel provient de l'intérieur de la Russie. Ces projets ont été largement critiqués pour avoir accru la dépendance économique et énergétique de l'Allemagne vis-à-vis d'un pays qui a été hostile dans le passé, dans des cas tels que l'invasion de la Crimée en 2014.

En revanche, dans les sondages pour les élections de 2022 au Brésil, les candidats les plus favorisés sont actuellement Jair Bolsonaro et Luis Inácio Lula da Silva. Cependant, Lula, représentant le Parti des travailleurs, le plus grand parti de gauche du pays, a enregistré près de 10 points de pourcentage supplémentaires de faveur contre Bolsonaro. La gestion de la pandémie par le gouvernement Bolsonaro a été citée comme l'une des grandes causes d'un taux d'approbation qui a atteint moins de 20 % en novembre 2021, dont les analystes politiques prédisent l'échec aux élections d'octobre ([Brasil de Fato, 2021](#)). A cela s'ajoute le fait qu'il y a huit mois, la Cour suprême fédérale du Brésil a de nouveau autorisé la participation légale de Lula aux élections, après un scandale de corruption qui a finalement

UAPSC-AC-043-22

été annulé. Avec l'approbation de la Cour suprême et sans blocages juridiques, Lula est désormais un candidat viable pour de nombreux Brésiliens.

En matière économique, il est possible de prédire certaines implications économiques qui se produiraient avec une présidence Lula. Premièrement, il y aurait un rapprochement inévitable avec la Chine par les deux pays, à la fois dans un sens économique et diplomatique. C'est important de noter que le Brésil fait déjà partie du bloc économique « BRICS », avec la Chine, la Russie, l'Inde et l'Afrique du Sud, et l'ancien ministre brésilien des Affaires étrangères a déjà déclaré qu'un futur gouvernement Lula « chercherait sans aucun doute à obtenir plus proche du géant asiatique" ([El Economista, 2022](#)). Considérant qu'au cours de la dernière décennie, la Chine s'est positionnée comme le premier partenaire commercial de plusieurs pays d'Amérique latine, il est possible d'affirmer que les États-Unis et l'Europe ont commencé à perdre leur sphère d'influence dans la région.

Cependant, il n'y a aucune raison de prédire un rapprochement militaire entre la Chine et le Brésil sous une présidence Lula. D'un côté, les géants de la défense aéronautique Embraer et Grupo SAAB sont des acteurs proches depuis plusieurs années, dans le cadre d'accords qui ont même été ratifiés sous le premier gouvernement Lula. En témoigne non seulement l'achat de 36 avions Gripen en 2008, mais aussi la possibilité pour Embraer de commencer à produire localement ces chasseurs pour les exporter vers d'autres pays d'Amérique latine. La seule approche technologique possible de la Chine, tant par la Colombie que par le Brésil, passerait par l'achat d'antennes 5G à Huawei, qui pourraient même être bloquées ou soumises à des pressions américaines.

Escalade de la violence de l'ELN et des dissidents des FARC

L'année 2022 a commencé par une série d'attaques terroristes par des dissidents de l'ELN et des FARC dans diverses régions du pays, impliquant des enlèvements, l'utilisation d'explosifs, des assassinats et des menaces. Cela représente une escalade de la violence qui n'avait pas été vue en 2021, puisqu'en janvier seulement, il y a eu 68 morts dans des attaques à Arauca. Ces événements sont considérés comme des "réponses de l'ELN aux arrestations opérées ces derniers mois et à la destruction de laboratoires de traitement de la cocaïne", selon des sources officielles des Forces armées ([El Espectador, 2022](#)). Cependant, selon des documents du renseignement militaire, une vague de nouvelles attaques de l'ELN est prévue pour le premier semestre 2022 de février à mai ([RCN, 2022](#)). Celles-ci se dérouleraient dans le cadre d'une soi-disant « campagne d'adieu » à Iván Duque, couvrant la saison électorale jusqu'aux élections présidentielles de mai et juin. Au cours de ces mois, une intensification des enlèvements et des attaques à l'explosif est attendue dans tout le pays, sûrement avec des engins explosifs improvisés (EEI) appelés "elenitas". Leurs cibles seraient des personnalités

UAPSC-AC-043-22

publiques, des entreprises, des unités militaires et policières, des infrastructures stratégiques et des institutions spécifiques telles que l'INPEC et l'ESMAD.

Des affrontements ont également été identifiés entre les deux groupes de guérilla, en particulier entre le « Front de guerre oriental Manuel Vásquez Castaño » de l'ELN et les dissidents des FARC sous le commandement de « Gentil Duarte ». Ces différends surviennent généralement à la frontière entre la Colombie et le Venezuela, dans le département d'Arauca, et les États d'Apure, d'Amazonas et de Bolívar au Venezuela. Le contrôle de cette zone est essentiel pour les deux groupes de guérilla, car elle représente des voies importantes pour la culture et le trafic de drogue, ainsi que des espaces avec moins de présence de l'État (colombien et vénézuélien) qui permettent le développement normal d'activités illicites. Pour cette raison, dans le cadre d'une analyse de la violence entre les deux groupes armés organisés, il est pertinent de mettre en évidence ces affrontements internes, car bien qu'ils n'impliquent pas directement la Force publique, ils sont également capables de recueillir des chiffres élevés de civils morts. Par exemple, de 2010 à 2021, 500 civils et 600 subversifs ont été signalés morts, et plus de 50 000 personnes déplacées en raison des combats entre l'ELN et les FARC ([El Espectador, 2022](#)).

Enfin, depuis l'année dernière, des affrontements entre les Forces armées nationales boliviennes et des cellules des deux groupes de guérilla qui sont entrés par la frontière entre la Colombie et le Venezuela ont également été signalés. Selon El Espectador, dans l'État d'Apure, au moins 2 800 Vénézuéliens ont été déplacés de chez eux depuis mars 2021 en raison d'affrontements entre les forces armées vénézuéliennes, l'ELN et le 10e front des FARC-EP ([El Espectador, 2022](#))

Conclusion

1. À ce jour, il n'est pas certain que la crise entre la Russie et l'Ukraine se transforme en conflit armé et/ou en une invasion complète du pays, cela dépendra entièrement de l'évolution des pourparlers et des négociations entre l'OTAN et la Russie. Cependant, il n'y a qu'une « fenêtre » de temps limitée pour conclure les négociations avant que la Russie n'achève la mobilisation des troupes et des approvisionnements à la frontière, car à ce moment-là, les incitations à poursuivre les pourparlers seront réduites.
2. Il y a une forte probabilité que les candidats de gauche, Gustavo Petro et Luis Inácio Lula da Silva, remportent les élections présidentielles de 2022 en Colombie et au Brésil. Cela impliquerait que les cinq plus grandes économies d'Amérique latine fonctionneraient désormais sous des gouvernements de gauche, ce qui implique des changements dans les politiques économiques et éventuellement un rapprochement politique entre ces pays.

UAPSC-AC-043-22

Ce serait la première fois que le continent élit plusieurs gouvernements de gauche en même temps depuis le phénomène de la "marée rose" en 2005.

3. 2022 sera sans aucun doute une année d'activité et de violence accrues des GAO tels que l'ELN et les dissidents des FARC. Selon des sources du renseignement militaire, il y aura une intensification du nombre d'attentats terroristes des mois de février à mai, pendant la période électorale, dans le cadre d'une campagne "d'adieu à Duque". Dans le cadre de cette campagne, une utilisation amplifiée des engins explosifs improvisés (EEI), des enlèvements et des attaques contre la force publique est attendue. En plus de cette campagne, des affrontements avec les Forces armées nationales bolivariennes sont également attendus, qui coûteront sûrement des vies civiles.

Noter. Le travail d'enquête et d'analyse consigné dans ce rapport est exclusif à 3+ Security Colombia. Par conséquent, il est recommandé de ne pas divulguer le document en question.

3+Security Colombia Ltda., se réserve le droit d'interprétation pouvant survenir par le lecteur dans l'exercice de examen et visualisation des informations présentées.